

Recherches sociographiques



La professionnalisation du travail en forêt

Gérald Fortin et Émile Gosselin

Volume 1, numéro 1, 1960

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055002ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055002ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fortin, G. & Gosselin, É. (1960). La professionnalisation du travail en forêt. *Recherches sociographiques*, 1(1), 33–60. <https://doi.org/10.7202/055002ar>

Résumé de l'article

Cet article de Gérald Fortin et Émile Gosselin et celui de M.-Adélard Tremblay qui le suit rendent compte de recherches poursuivies par un groupe de professeurs de la Faculté des Sciences sociales de Laval, La "Québec Forest Industries Association Limited" en a assumé les frais en collaboration avec le Centre de recherches de la Faculté des Sciences sociales, grâce à une subvention de la Fondation Carnegie, de New York. L'équipe des chercheurs comprenait : Émile Gosselin, directeur, Gérald Fortin, M.-Adélard Tremblay et Charles Lemelin. Cette étude a déjà donné lieu à un rapport confidentiel (Factors affecting the stability of the forest labour force) dont s'inspirent partiellement les deux articles qui suivent. Analysant les transformations du travail en forêt, Gérald Fortin et Émile Gosselin éclairent, ici, une dimension fondamentale des changements structurels que subissent actuellement nos localités rurales.

LA PROFESSIONALISATION DU TRAVAIL EN FORÊT

Cet article de Gérard Fortin et Emile Gosselin et celui de M. -Adélarde Tremblay qui le suit rendent compte de recherches poursuivies par un groupe de professeurs de la Faculté des Sciences sociales de Laval. La "Quebec Forest Industries Association Limited" en a assumé les frais en collaboration avec le Centre de recherches de la Faculté des Sciences sociales, grâce à une subvention de la Fondation Carnegie, de New York. L'équipe des chercheurs comprenait : Emile Gosselin, directeur, Gérard Fortin, M. -Adélarde Tremblay et Charles Lemelin. Cette étude a déjà donné lieu à un rapport confidentiel (Factors affecting the stability of the forest labour force) dont s'inspirent partiellement les deux articles qui suivent.

Analysant les transformations du travail en forêt, Gérard Fortin et Emile Gosselin éclairent, ici, une dimension fondamentale des changements structurels que subissent actuellement nos localités rurales.

Au cours de l'été 1956, un groupe de professeurs de la Faculté des Sciences sociales de l'Université Laval entreprenait une étude des facteurs contribuant à la mobilité des travailleurs forestiers. Cette mobilité étant un phénomène multi-dimensionnel, l'étude de ses causes nous a amenés à entreprendre des recherches d'exploration sur plusieurs aspects de la réalité socio-économique de la province de Québec. L'un de ces aspects était la complémentarité agriculture-forêt. En effet, comme l'industrie forestière est une industrie saisonnière, ses travailleurs ont ordinairement une occupation complémentaire à celle de bûcheron, de charroyeur ou de draveur. On pourrait s'attendre à ce que cette occupation complémentaire ait jusqu'à un certain point une influence sur le comportement du travailleur durant ses séjours en forêt. Les statistiques existantes et les renseignements que nous avons pu obtenir des compagnies forestières indiquent que la très grande majorité des travailleurs en forêt viennent du milieu rural. Comme par ailleurs l'agriculture est l'activité principale en milieu rural, l'étude des relations entre l'agriculture et la forêt s'avérait très importante pour la compréhension du travailleur forestier.

Nous voulons présenter dans cet article quelques résultats de notre analyse de l'évolution du milieu rural. Ces résultats sont encore partiels. En particulier, comme nous le verrons plus loin, la plupart de nos analyses ont eu pour seul objet les milieux ruraux où l'agriculture est plus ou moins défavorisée. Nous n'avons encore que très peu de données sur les milieux agricoles prospères de la province de Québec.

Lors de nos premières prises de contact avec le milieu forestier, nous avons tout de suite constaté que la plupart des entrepreneurs forestiers définissaient les bûcherons comme étant d'abord des fermiers ou des fils de fermiers. D'ailleurs les quelques études existantes [1] soulignaient la complémentarité entre le travail forestier et le travail agricole. Le travailleur forestier était défini d'abord comme un cultivateur. Son travail en forêt n'était considéré que comme une occupation secondaire apportant un nécessaire revenu d'appoint au revenu principal provenant de la ferme. Ainsi la mobilité du travailleur forestier était en partie expliquée par les exigences de son travail principal, c'est-à-dire l'agriculture.

Sur cette définition de la situation s'appuyaient la plupart des principales politiques des compagnies forestières. On cherchait à faire débiter les travaux en forêt seulement quand les travaux de la ferme étaient terminés. De même, le chantier fermait au début du printemps de sorte que le fermier pouvait reprendre son travail principal sans trop de préjudices à la bonne marche de sa ferme. Cette période allant de l'automne au début du printemps est d'ailleurs celle qui convient le mieux aux différentes tâches exigées par l'exploitation forestière. Ainsi, la coupe, qui s'étendait d'octobre au début de décembre, se faisait alors que les grandes chaleurs étaient finies et que les mouches ne pouvaient plus nuire aux bûcherons. Par ailleurs, au début de décembre, la neige n'était pas encore assez abondante pour entraver considérablement la coupe. Vers la mi-décembre, commençait le cycle du charriage qui était grandement facilité par l'hiver; il était évidemment plus économique de construire des chemins de neige glacée que des routes de terre. On fermait les chantiers vers la mi-février ou le début de mars et ce n'est qu'avec la fonte des neiges qu'un petit groupe d'hommes retournaient en forêt pour le flottage du bois (drave).

Les deux industries, agriculture et forêt, étaient aussi complémentaires du point de vue des techniques et des outils employés. Les outils de base de la coupe étaient la hache et le "bucksaw", instruments qu'on retrouve

[1] A. KOROLEFF, Stability as a Factor in Efficient Forest Management, Montréal, Pulp and Paper Institute of Canada, 1951, 294 p.; "L'exploitation forestière au Canada", La Gazette du travail, LVII, 1, janv. 1957, 30-37.

sur toutes les fermes québécoises. Pour le charriage, le fermier pouvait se servir de ses chevaux de ferme. En fait, le seul investissement nécessaire au fermier qui voulait aller travailler en forêt était le plus souvent un traîneau plus grand et plus fort que celui dont il se servait sur sa ferme. Pour le reste il pouvait se servir de l'équipement usuel nécessaire sur sa ferme.

Les entrepreneurs forestiers, connaissant la valeur accordée par les cultivateurs à leur indépendance, favorisaient le travail forfaitaire, à contrat individuel. La seule base de rémunération du bûcheron et du charroyeur était sa production quotidienne ou hebdomadaire. Aucun quota ne lui était imposé, ni minimum, ni maximum. Le travailleur, lorsqu'il était en forêt, pouvait se mettre à l'ouvrage quand il le voulait, cesser toute activité quand bon lui semblait et adopter à son gré tel rythme ou telle méthode de production. Sousjacente à cette liberté extrême laissée aux travailleurs en forêt, on retrouvait l'idée que chaque cultivateur a son rythme particulier au travail et qu'il ne faut pas brusquer ce rythme. Dans un tel contexte, point n'était besoin de planification compliquée de la production ni de surveillance des travailleurs. Les compagnies n'organisaient pas elles-mêmes la production, mais la confiaient à contrat à des entrepreneurs. Ces derniers redistribuaient le travail à des sous-entrepreneurs, qui eux-mêmes le confiaient par contrat aux bûcherons et aux charroyeurs. On ne pouvait donc pas strictement parler d'embauchage ou de relations patronales-ouvrières, mais plutôt de relations entre grands et petits entrepreneurs qui tous étaient leurs propres patrons.

Cependant, certaines remarques des travailleurs eux-mêmes, ainsi que l'observation de changements assez radicaux dans les politiques des employeurs, nous incitaient à croire que cette définition traditionnelle de la forêt comme complément de l'agriculture ne correspondait peut-être plus à la situation présente. Ces quelques observations préliminaires nous ont amenés à formuler les deux hypothèses suivantes : 1) pour la majorité des travailleurs en forêt, l'agriculture est actuellement une occupation secondaire et non plus principale; 2) pour un nombre toujours croissant de travailleurs en forêt, la forêt est la seule occupation. En termes de revenus, ces deux hypothèses signifiaient que pour la majorité des travailleurs en forêt le revenu principal venait de la forêt. Elles signifiaient aussi que, pour un nombre toujours croissant de travailleurs, le travail en forêt était la seule source de revenu. Ces deux hypothèses se résumaient assez bien par la notion de professionnalisation du travail en forêt.

Nous voulons présenter ici trois séries de données qui nous paraissent confirmer les hypothèses énoncées. En premier lieu, nous examinerons

les variations de l'offre et de la demande de la main-d'oeuvre forestière pour l'ensemble de la province sur une période de sept ans. Ces variations nous feront découvrir un certain nombre de politiques des compagnies forestières qui impliquent, du moins en partie, la professionnalisation du travail en forêt. En même temps, nous examinerons certaines conditions nouvelles de l'exploitation forestière — en particulier la mécanisation et l'établissement de camps permanents — impliquant elles aussi la professionnalisation. En deuxième lieu, nous examinerons d'où viennent les bûcherons. Nous présenterons alors deux séries de données : premièrement, la répartition géographique de 1100 bûcherons et travailleurs forestiers; deuxièmement, nous verrons, en nous appuyant sur des entrevues en profondeur auprès de soixante d'entre eux, comment les bûcherons eux-mêmes décrivent leur localité d'origine. Nous considérerons, finalement, les métiers qu'exercent les bûcherons en dehors du travail en forêt ainsi que les occupations de leurs frères et de leur père; ces renseignements sont aussi tirés d'entrevues auprès des bûcherons.

I

EVOLUTION GLOBALE DES OPERATIONS FORESTIERES

Nous avons noté plus haut que la période la plus propice au travail en forêt (en ce qui regarde la coupe et le charriage) se situe entre la fin de septembre et la fin de février. La période optimum pour la coupe s'étendrait de la fin de septembre à la mi-décembre et la période optimum pour le charriage, de la mi-décembre à la fin de février. C'est donc dire que, quelle que soit la production totale désirée pour une année donnée, les entrepreneurs chercheront à atteindre l'objectif durant ces cinq mois; cela suppose évidemment une main-d'oeuvre disponible en nombre illimité. En effet, si durant une période fixe (5 mois) on veut une année donnée faire plus de travail que l'année précédente on devra augmenter le nombre de travailleurs. Ainsi, la demande pour les travailleurs en forêt varie en proportion directe de la production désirée (cette dernière variant en fonction de la demande pour le papier et le bois de construction). Toutefois si l'offre de travailleurs est inférieure à la demande maximum, on devra, pour atteindre la production désirée, prolonger la période d'exploitation. La prolongation de cette période d'exploitation suppose par ailleurs que le travail s'effectue dans des conditions qui ne sont pas idéales : par exemple, la prolongation de la coupe jusqu'à la mi-janvier signifie que les bûcherons auront à travailler dans une neige épaisse. De même, si on commence la période de coupe au mois d'août ou

au mois de septembre, les bûcherons auront à subir les inconvénients de la chaleur et des mouches. Dans ces conditions, les prix exigés par les travailleurs seront probablement supérieurs à ceux exigés durant la période normale. De façon générale, on peut donc faire l'hypothèse que si les entrepreneurs forestiers prolongent le travail en forêt au-delà de la période optimum, c'est parce qu'ils y sont forcés par le niveau de la demande pour leurs produits.

En gardant cette hypothèse à l'esprit, nous allons examiner, à l'aide de graphiques, les variations de la main-d'oeuvre forestière totale durant les années 1949-1956 (voir graphiques 1-9) [2].

Comme on le notera à la lecture des graphiques, nous avons considéré la courbe relative aux variations de la main-d'oeuvre au cours de l'année 1949-1950 comme la courbe qui correspondrait de plus près aux conditions idéales désirées par les entrepreneurs forestiers. En effet, en 1949-1950, l'offre de travail était probablement aussi grande que la demande; au cours de cette année, ainsi que l'indique le tableau 1, le niveau de la production a d'ailleurs été très peu élevé. On peut donc supposer que cette basse production a pu être assurée par un maximum de travailleurs dans un minimum de temps. On peut donc ainsi faire l'hypothèse qu'en 1949-1950, les exploitants avaient un problème de main-d'oeuvre minimum et que le nombre de travailleurs employés à chaque mois s'établissait à peu près exactement au chiffre souhaité par les entrepreneurs. Cette hypothèse n'a pas été contredite par les exploitants auxquels nous l'avons soumise.

TABLEAU I

INDICE DE LA PRODUCTION TOTALE (*), INDUSTRIE FORESTIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC
DE 1949-50 à 1955-56

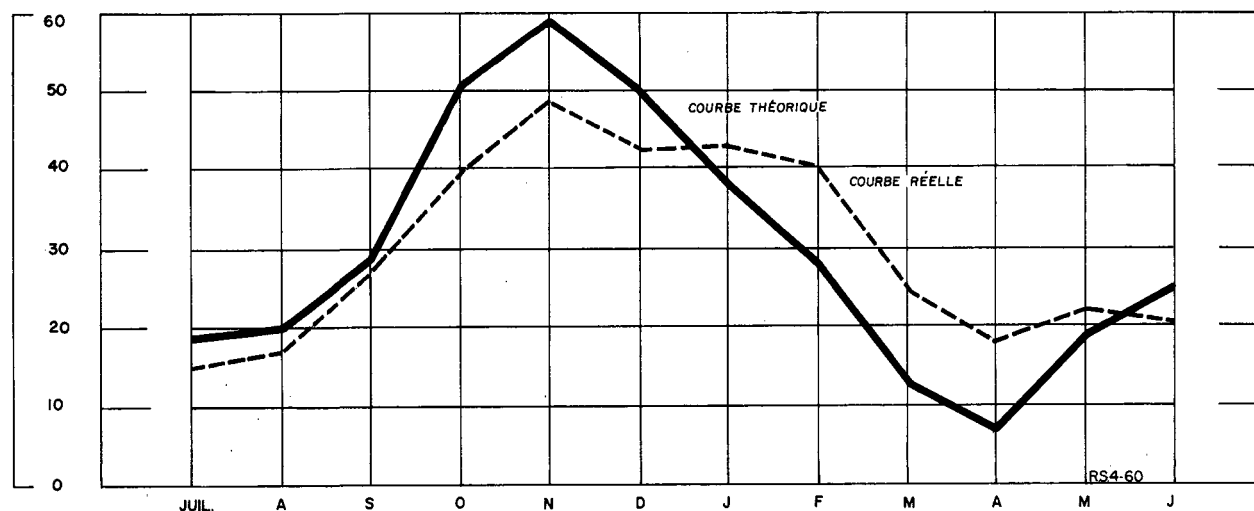
(1956 = 100)

ANNEES	INDICE	ANNEES	INDICE
1949-50	60	1953-54	75
1950-51	90	1954-55	88
1951-52	100	1955-56	100
1952-53	80		

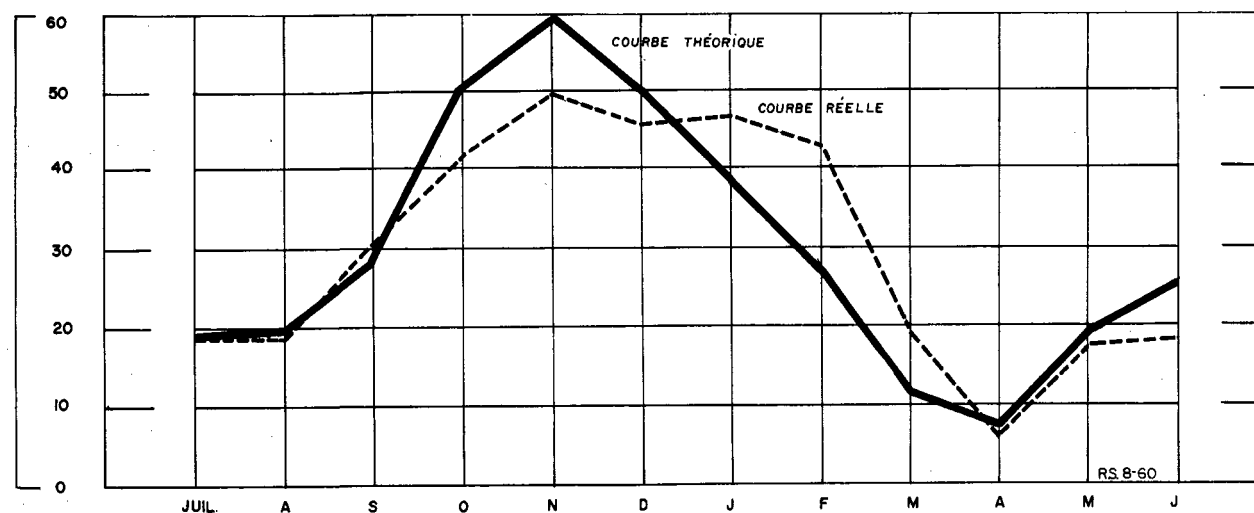
(*) Estimations d'après des chiffres fournis par la Q.F.I.A.

[2] Graphiques préparés à partir de données fournies par la Quebec Forest Industry Association (Q.F.I.A.)

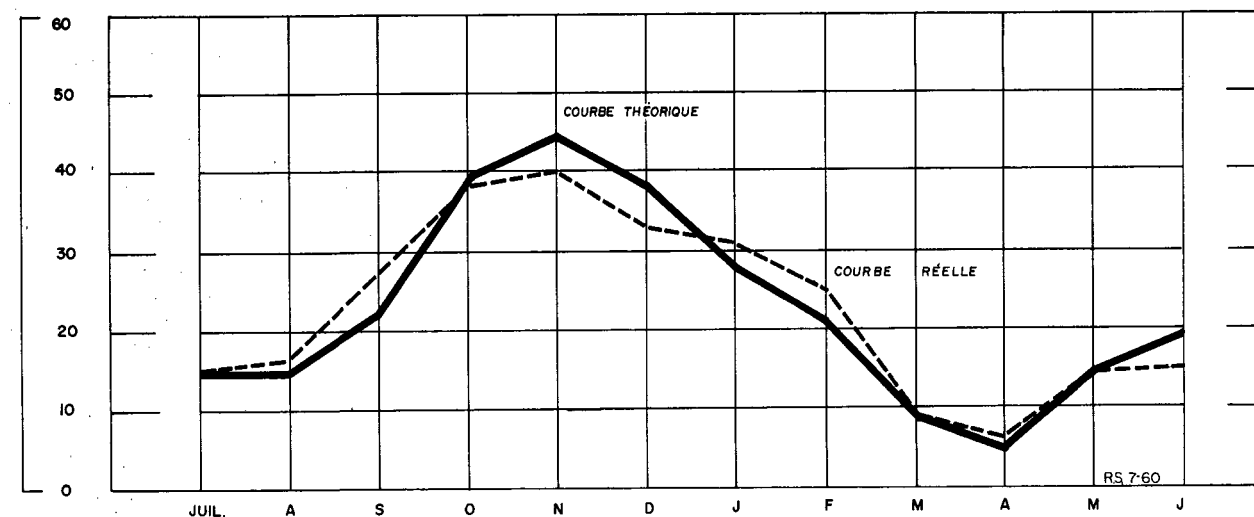
MAIN-D'ŒUVRE :
MOYENNE MENSUELLE
EN MILLIERS



GRAPHIQUE 1. L'emploi dans les exploitations forestières de la province de Québec : comparaison entre une courbe théorique établie d'après les variations mensuelles de l'emploi en 1949-50 et les variations réelles de l'emploi au cours de l'année 1950-51.

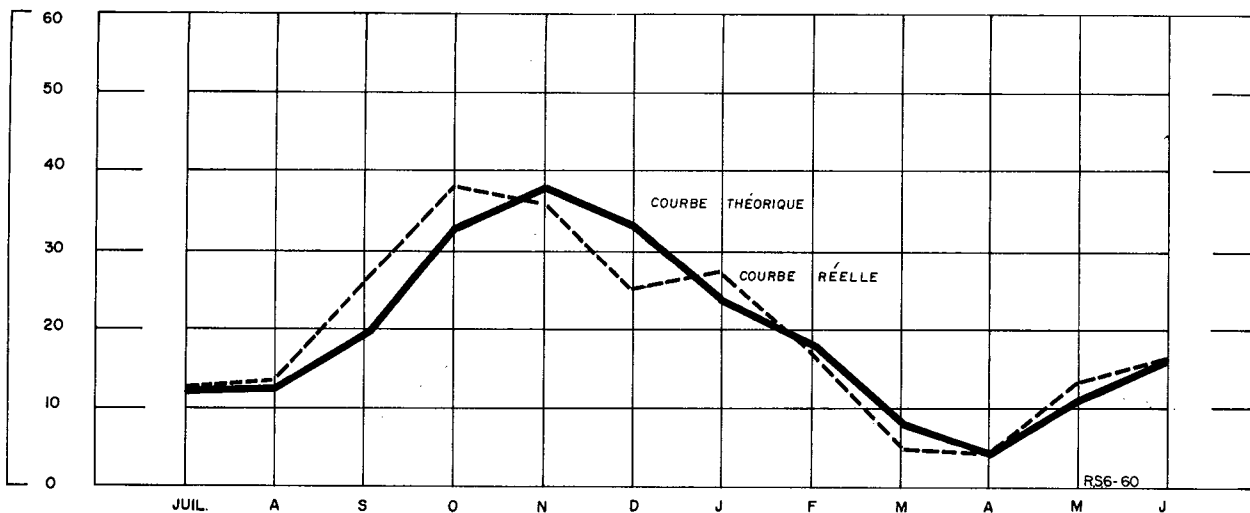


GRAPHIQUE 2. L'emploi dans les exploitations forestières de la province de Québec : comparaison entre une courbe théorique établie d'après les variations mensuelles de l'emploi en 1949-50 et les variations réelles de l'emploi au cours de l'année 1951-52.

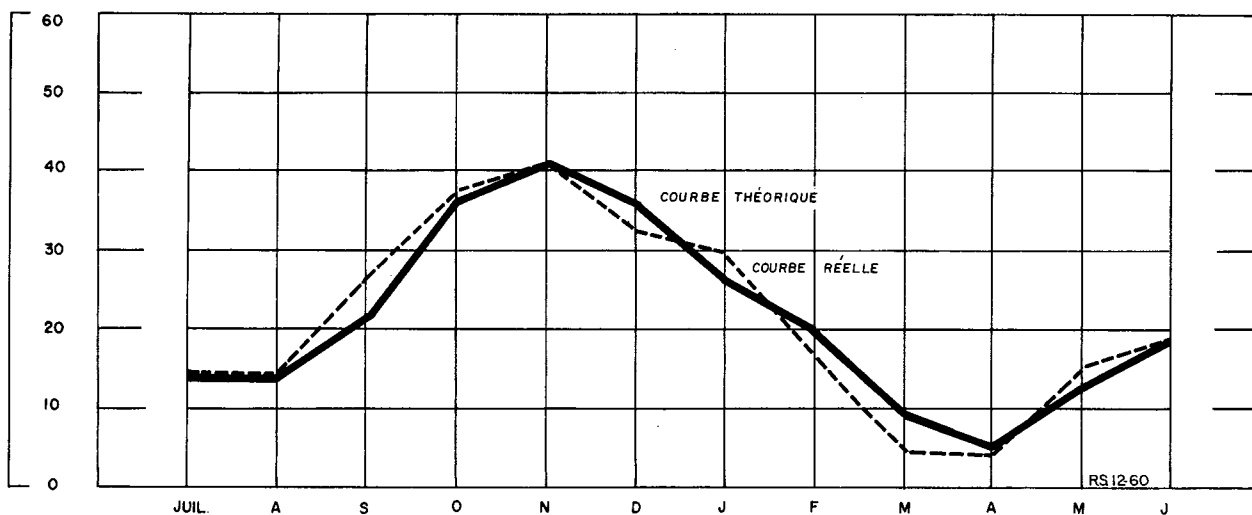


GRAPHIQUE 3. L'emploi dans les exploitations forestières de la province de Québec : comparaison entre une courbe théorique établie d'après les variations mensuelles de l'emploi en 1949-50 et les variations réelles de l'emploi au cours de l'année 1952-53.

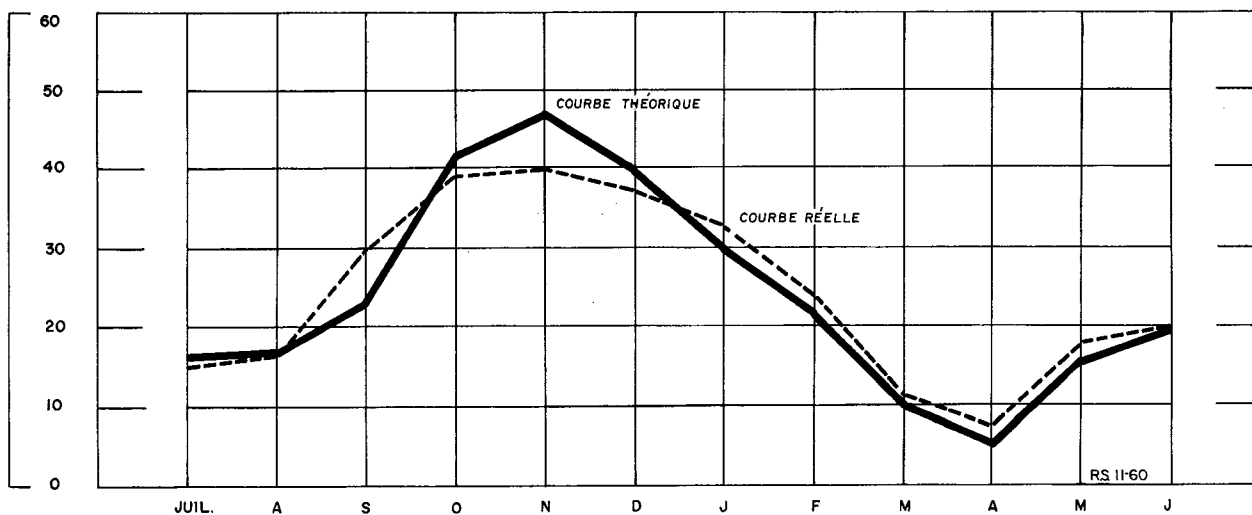
MAIN-D'ŒUVRE:
MOYENNE MENSUELLE
EN MILLIERS



GRAPHIQUE 4. L'emploi dans les exploitations forestières de la province de Québec : comparaison entre une courbe théorique établie d'après les variations mensuelles de l'emploi en 1949-50 et les variations réelles de l'emploi au cours de l'année 1953-54.

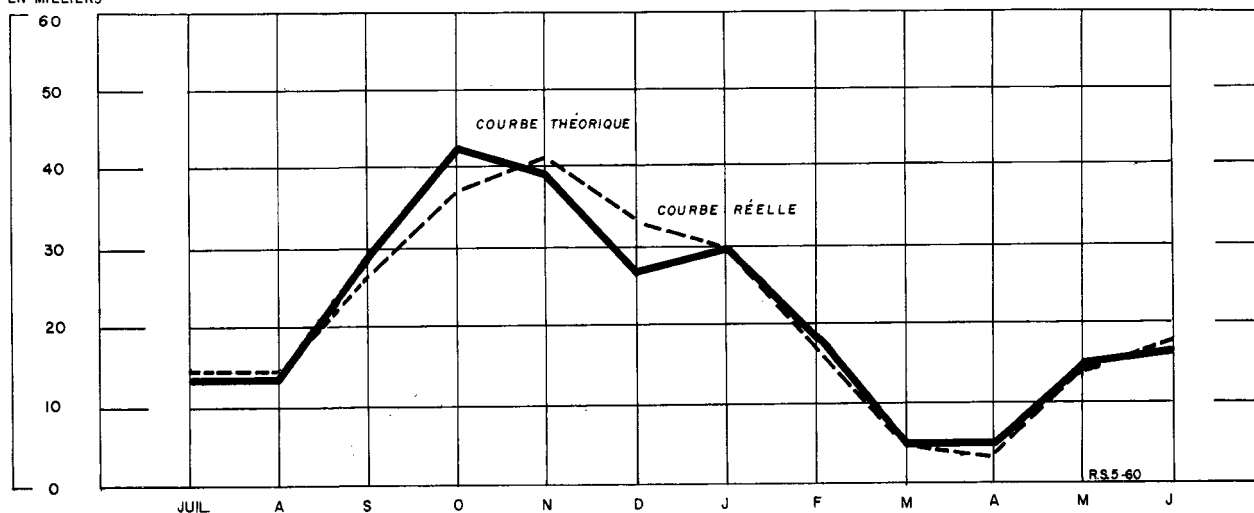


GRAPHIQUE 5. L'emploi dans les exploitations forestières de la province de Québec : comparaison entre une courbe théorique établie d'après les variations mensuelles de l'emploi en 1949-50 et les variations réelles de l'emploi au cours de l'année 1954-55.

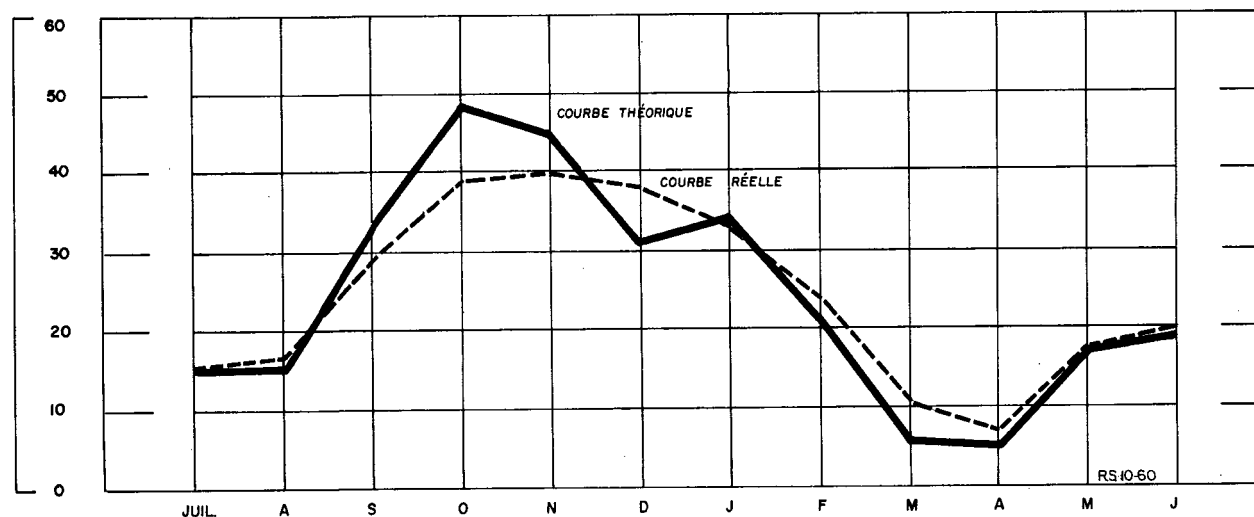


GRAPHIQUE 6. L'emploi dans les exploitations forestières de la province de Québec : comparaison entre une courbe théorique établie d'après les variations mensuelles de l'emploi en 1949-50 et les variations réelles de l'emploi au cours de l'année 1955-56.

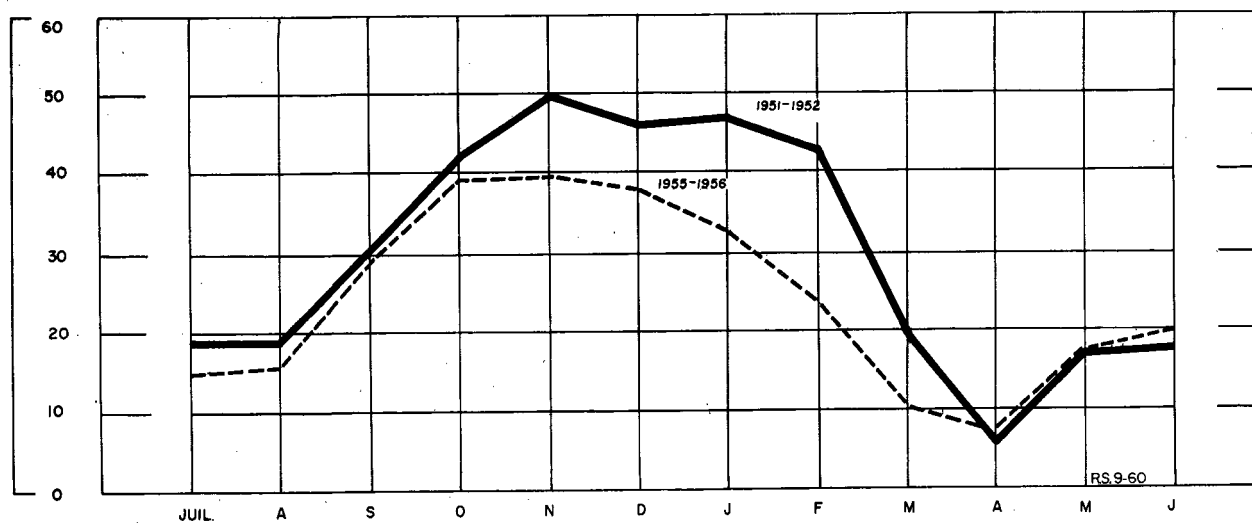
MAIN-D'ŒUVRE:
MOYENNE MENSUELLE
EN MILLIERS



GRAPHIQUE 7. L'emploi dans les exploitations forestières de la province de Québec : comparaison entre une courbe théorique établie d'après les variations mensuelles de l'emploi en 1953-54 et les variations réelles de l'emploi au cours de l'année 1954-55.



GRAPHIQUE 8. L'emploi dans les exploitations forestières de la province de Québec : comparaison entre une courbe théorique établie d'après les variations mensuelles de l'emploi en 1953-54 et les variations réelles de l'emploi au cours de l'année 1955-56.



GRAPHIQUE 9. L'emploi dans les exploitations forestières de la province de Québec : variations mensuelles de l'emploi au cours des années 1951-52 et 1955-56.

Nous allons donc supposer que, pour les années suivantes, les exploitants désiraient suivre le "pattern" de 1949-1950. Pour chaque année nous aurons donc deux courbes : une première représentera la répartition mensuelle du nombre réel de travailleurs et la seconde, une répartition théorique du nombre de jours de travail d'après le modèle observé en 1949-1950.

Des graphiques 1 à 7 on peut tirer les constatations suivantes :

Durant 1950-51, alors que la production totale était de beaucoup supérieure à celle de 1949-50, comme le montre le tableau 1, la demande théorique fut toujours supérieure à l'offre, du mois de juillet au mois de décembre. En novembre, quelque 10,000 travailleurs de plus auraient été nécessaires pour satisfaire à la demande. On a dû, pour atteindre la production désirée, prolonger les opérations jusqu'en février et même, durant le printemps, plus de travailleurs qu'à l'ordinaire ont dû être gardés au travail.

En 1951-52, la production totale croît encore. En novembre, on constate encore un manque d'environ 10,000 travailleurs et les opérations doivent encore être prolongées jusqu'au mois de février. Durant le printemps cependant, les exploitants disposent de la main-d'oeuvre correspondant à la demande théorique.

Après l'expérience de 1950-51, les exploitants semblent avoir réalisé qu'ils devaient prolonger la durée des opérations. Plutôt que d'effectuer cette prolongation durant les mois d'hiver, ils ont apparemment décidé de hâter le début du travail en forêt. De 1952-53 à 1956, le nombre de travailleurs durant le mois de septembre a, en conséquence, augmenté. De ces observations, on peut déduire que les exploitants ont adopté un nouveau mode de répartition des opérations forestières au cours de l'année; la courbe relative à l'année 1953-54 constituerait le prototype de ce nouveau mode de répartition. Notons, en particulier, qu'on tend à établir une nette distinction entre la période de la coupe et la période du charriage. La courbe de demande aurait dorénavant deux sommets, un en octobre pour la coupe et l'autre en janvier pour le charriage.

Cependant, il apparaît que même ce nouveau "pattern" de demande ne peut pas se reproduire pour les années où la production totale est forte. Ce fait est illustré par le graphique 8 qui représente l'année 1955-56 en fonction d'une demande théorique basée sur le "pattern" de 1953-54. Les opérations ont débuté hâtivement, mais elles ont dû, aussi, être prolongées durant les mois d'hiver. On voit ici disparaître les deux sommets, ce qui indique que la coupe a dû être prolongée jusqu'à assez tard, c'est-à-dire avoir lieu en même temps que le début du charriage.

Une observation importante qui ressort de l'ensemble de ces graphiques c'est que la courbe théorique de demande au sommet n'est jamais rencontrée dans les années de grande production. Dans certains cas, la différence entre la courbe théorique et la courbe réelle atteint jusqu'à 10,000 travailleurs. L'offre de travailleurs en forêt atteint donc facilement son point maximum.

Ce qui est peut-être encore plus significatif, c'est qu'en 1951-52, il était possible de réunir en moyenne 50,000 travailleurs au plus fort de l'activité, alors qu'en 1955-56 il n'était possible d'obtenir que 40,000 travailleurs. Non seulement la réserve de main-d'oeuvre forestière est limitée, mais il apparaît qu'elle décroît assez rapidement. Cette diminution de la main-d'oeuvre est certainement un facteur important dans le changement apporté au calendrier des opérations et dans la prolongation du travail.

Pour compenser cette diminution de travailleurs, les exploitants ont aussi cherché à mécaniser leurs opérations. Nous reviendrons plus loin sur certaines modalités de cette mécanisation, mais on peut immédiatement affirmer que le charriage mécanique et les scies à chaîne ont augmenté la productivité des travailleurs. On peut observer l'effet de cette augmentation de la productivité sur le graphique 9 où l'on compare les années 1951-52 et 1955-56 dont le niveau de production était égal. Pour assurer une même production, on a eu recours à une main-d'oeuvre beaucoup moins nombreuse en 1955-56 qu'en 1951-52. En moyenne, on peut calculer qu'en 1955-56 on avait besoin de 5,000 hommes de moins par mois pour assurer une même production. Il semble pourtant que cette hausse de la productivité ne soit pas suffisante pour combler la diminution des travailleurs : en 1955-56, en dépit de la hausse de la productivité, la coupe a dû être prolongée jusqu'en janvier et le charriage même a dû être prolongé plus tard que d'habitude.

Le fait que les opérations forestières commencent maintenant plus tôt et, en particulier, le fait qu'elles peuvent maintenant atteindre leur intensité maxima en octobre plutôt qu'en novembre indiquent que les travailleurs en forêt, s'ils sont des fermiers, sont prêts à expédier leur travail de ferme pour pouvoir entrer plus tôt en forêt. Tout se passe comme si, devant un choix forcé entre la forêt et la ferme, le travailleur optait effectivement pour le travail forestier, quitte à négliger sa ferme. Par ailleurs, la prolongation totale des opérations forestières permet maintenant à chaque travailleur de passer plus de temps en forêt et d'accroître d'autant le revenu qu'il tire de cette occupation. Le revenu qu'un bûcheron peut accumuler entre le 15 septembre et le 15 janvier peut facilement dépasser le revenu d'un fermier ordinaire. On peut même se demander ce qui se produirait si la demande maxima de main-d'oeuvre, de la part des compagnies, se situait en juillet et en

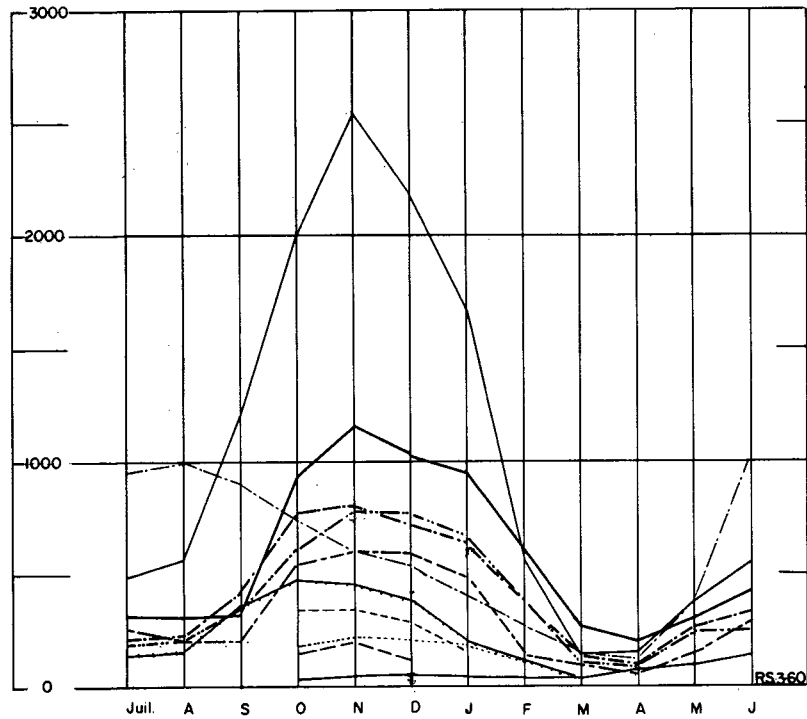
août plutôt qu'en octobre et novembre. Les faits de complémentarité que nous analyserons dans le paragraphe suivant et surtout ceux qui se rapportent à la complémentarité entre les Etats-Unis et le Canada semblent indiquer que si les exploitants décidaient de commencer les opérations en juillet ou en août, ils pourraient tout aussi facilement obtenir la main-d'oeuvre nécessaire.

Complémentarité entre les opérations forestières

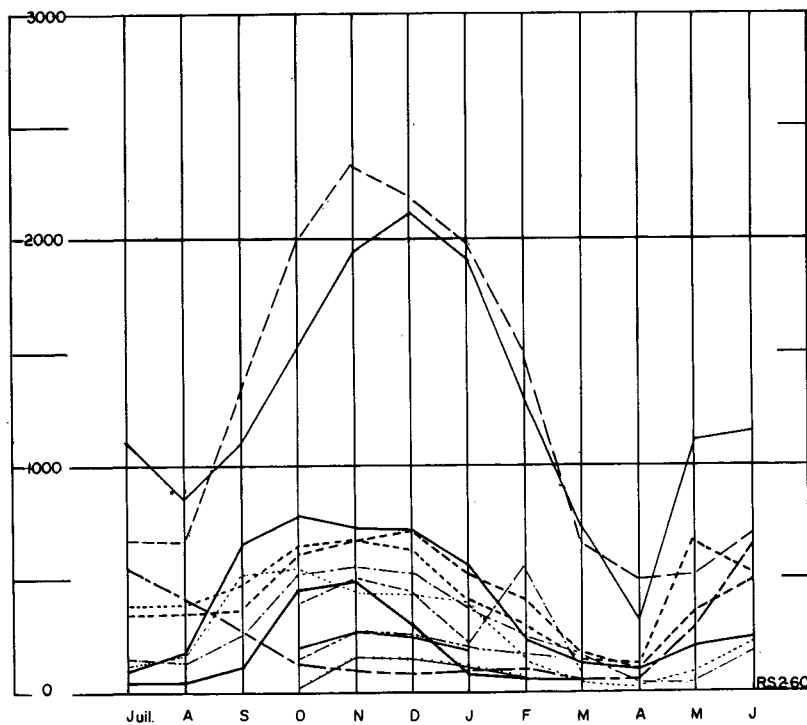
La diminution du nombre total des travailleurs forestiers disponibles n'a pas seulement entraîné la prolongation des opérations forestières en général. Les exploitants ne sauraient plus, dans ces conditions, atteindre en même temps un niveau de production maximum. Durant les années où la production totale est élevée, la production ne peut pas atteindre un niveau maximum, en octobre ou en novembre, chez tous les exploitants à la fois, comme ce peut être le cas durant les années de faible production. Durant ces années de forte production, certaines entreprises atteignent leur production maximum en septembre (quelques-unes même en août), tandis que d'autres doivent attendre jusqu'à décembre ou janvier. Ainsi, pour réunir une main-d'oeuvre suffisante, certains exploitants doivent commencer la coupe plus tôt que leurs concurrents ou ne l'entreprendre qu'après ceux-ci. Ce phénomène indique sûrement une préférence de la part des travailleurs pour certaines compagnies ou pour certaines opérations particulières; cette préférence peut être due à différents facteurs qu'il n'y a pas lieu d'analyser ici. Ce qui importe à notre propos, c'est le fait qu'au cours d'une année de forte production, il existe entre les exploitants une complémentarité par rapport à la main-d'oeuvre. Ce fait est illustré par les graphiques 10 et 11.

Le graphique 10 montre la répartition des travailleurs de différentes compagnies à l'intérieur d'une même région, durant une année de faible production. Le graphique 11 montre la distribution des travailleurs pour ces mêmes compagnies durant une année de forte production : on voit clairement comment les sommets des diverses courbes s'échelonnent sur plusieurs mois de l'année. Cette complémentarité des entreprises, dont nous n'avons donné qu'un exemple par rapport à une région particulière, se retrouve à des degrés divers dans toutes les régions de la province. Nos données indiquent clairement que ce sont les mêmes travailleurs qui, en passant d'une compagnie à une autre, assurent la production de chacune d'entre elles. On peut en déduire, évidemment, que les travailleurs passent, si l'occasion leur en est donnée, une période très longue en forêt. Lorsque les circonstances s'y prêtent, ils sont disposés à abandonner presque totalement la ferme pour le travail en forêt.

MAIN-D'OEUVRE:
MOYENNE MENSUELLE



GRAPHIQUE 10. Moyenne mensuelle de la main-d'oeuvre employée par diverses entreprises forestières d'une même région (rive nord du Saint-Laurent) en 1949-1950.



GRAPHIQUE 11. Moyenne mensuelle de la main-d'oeuvre employée par diverses entreprises forestières d'une même région (rive nord du Saint-Laurent) en 1955-1956.

(Chacune des courbes portées sur les graphiques 10 et 11 représente l'emploi mensuel moyen dans une entreprise forestière particulière).

Parmi les travailleurs en forêt, il existe donc un nombre assez considérable — qu'il serait toutefois difficile de déterminer avec précision — de travailleurs professionnels, c'est-à-dire de travailleurs dont l'occupation en forêt est l'occupation principale, sinon la seule.

La complémentarité semble exister non seulement entre les entreprises d'une même région mais entre les régions prises globalement. Dans la région de Québec, la production atteint un sommet en septembre ou en octobre, tandis que sur la Côte Nord ou en Abitibi, les sommets se situent à la mi-novembre et parfois même en décembre. Durant les années de forte production, ce phénomène est encore accentué et certaines régions, surtout celles où l'envergure des opérations est le plus restreinte, atteignent le niveau maximum de production parfois même en août (par exemple, l'île d'Anticosti). Ainsi le bûcheron peut non seulement passer à l'intérieur d'une même région d'une entreprise à l'autre mais, s'il prévoit soigneusement son itinéraire, il peut encore, en passant d'une région à l'autre, s'assurer du travail souvent de juillet à mars. Si, de plus, il est à la fois bûcheron, charroyeur et draveur, il peut, en fait, s'assurer du travail de la fin d'avril au début de mars, en passant ainsi de région en région et d'occupation en occupation. Le phénomène de complémentarité semblerait indiquer que c'est ce qui se produit de plus en plus à mesure que le nombre de travailleurs disponibles diminue.

Il existe une autre forme importante de complémentarité : c'est la complémentarité existant entre les entreprises de la province de Québec et celles des Etats-Unis et de l'Ontario. C'est un fait connu que les compagnies forestières ontariennes recrutent une bonne majorité de leur main-d'oeuvre parmi les Canadiens français de la province de Québec. On sait, aussi, que dans la province voisine, les exploitants tendent à répartir les opérations forestières sur les douze mois de l'année ou, du moins, à commencer les opérations beaucoup plus tôt durant l'été. Il en est de même chez les exploitants du nord des Etats-Unis. Ces derniers recrutent un très grand nombre de bûcherons dans les villages québécois situés près de la frontière. Aux Etats-Unis, la coupe s'effectue ordinairement de juin à septembre. Les bûcherons de ces villages de frontière peuvent donc s'assurer un travail réparti pratiquement sur toute l'année, en passant des entreprises américaines dont la période de pleine activité se situe durant l'été aux entreprises canadiennes où la production est à son plus fort en novembre. Dans ces conditions, il devient extrêmement difficile pour eux de s'adonner au travail agricole comme à une occupation principale — et parfois même comme à une occupation secondaire.

La prolongation des opérations et la complémentarité existant entre les différents exploitants ne permettent pas de déterminer directement si les travailleurs forestiers sont ou non des fermiers, ni de déterminer quelle est

leur occupation principale, l'agriculture ou la forêt. Cependant, on voit très bien que ces deux phénomènes pourraient difficilement exister si les travailleurs en forêt conservaient, comme occupation principale, le travail agricole. En effet, le caractère saisonnier de l'exploitation forestière, qui en faisait une activité complémentaire de l'agriculture, semble ne plus exister ou être en voie de disparition très rapide. Ces faits, ne contredisent donc pas les deux hypothèses touchant la professionnalisation du travail en forêt. L'analyse des milieux d'origine des travailleurs en forêt et de l'état de l'agriculture dans ces localités contribuera à jeter plus de lumière sur le problème.

Avant de passer à cette analyse, il nous paraît bon, toutefois, de considérer rapidement l'effet de la mécanisation des opérations forestières sur la professionnalisation des travailleurs. Les techniques de production sont en évolution très rapide. Le cheval est pratiquement disparu comme moyen de transport : on l'a remplacé par le camion, le tracteur ou l'auto-neige ("snowmobile"); le "bucksaw" a fait place à la scie à chaîne; enfin, l'équipement lourd prend aussi une place de plus en plus grande. Les effets de la mécanisation peuvent être examinés sur trois plans. Au niveau de la coupe, la mécanisation se manifeste par l'introduction de la scie à chaîne. Cette scie est la propriété du bûcheron lui-même qui doit en assurer l'achat aussi bien que l'entretien. C'est là un investissement variant de \$200 à \$400 par année. Pour que cet investissement soit profitable, il faut que le bûcheron puisse travailler en forêt durant une assez longue période chaque année. La scie mécanique a ainsi contribué à faire du bûcheron un travailleur professionnel.

Au niveau du charriage, la mécanisation a pris la forme du camion, du tracteur, du "snowmobile". Cet équipement appartient au charroyeur qui doit en assurer l'achat et l'entretien. Cet équipement, par ailleurs, ne peut pas servir aux travaux ordinaires de la ferme. Pour que l'achat d'un camion ou d'un tracteur devienne rentable pour un travailleur, il faut que ce camion ou ce tracteur puisse être utilisé au moins six mois par année à des travaux forestiers. De plus en plus, les travailleurs qui songent à faire de tels investissements s'assurent à l'avance d'une période de travail garantie. Les compagnies ont été ainsi amenées à considérer de plus en plus sérieusement de nouvelles techniques de charriage, en particulier le charriage d'été. On peut donc dire, ici encore, que la mécanisation a fait du charroyeur un travailleur professionnel.

Pour la construction de routes et de barrages et pour leur entretien, c'est surtout un équipement lourd qu'on doit utiliser. Ordinairement, cet équipement est la propriété de la compagnie elle-même. Mais les investissements de cette nature, pour être rentables, exigent une planification à long terme. Une telle planification de l'emploi de l'équipement lourd exige d'ailleurs, non seulement une rationalisation dans la construction des routes et des barrages,

mais aussi une rationalisation de la production totale. Dans ces conditions, et compte tenu du fait qu'on doit de plus en plus avoir recours au charriage d'été, le maintien du caractère agricole de la main-d'oeuvre forestière deviendra sans doute une considération secondaire aux yeux des exploitants.

On trouve déjà dans la plupart des exploitations forestières, des camps centralisés placés sous la direction de contremaîtres salariés à l'emploi exclusif de la compagnie. Le nombre de travailleurs salariés a de beaucoup augmenté. Le contrat forfaitaire du bûcheron ressemble de plus en plus à un salaire à la pièce et non plus à un véritable sous-contrat. L'embauche et les relations industrielles sont devenus un souci majeur des compagnies. De façon générale, cette rationalisation croissante de la production conduira elle aussi à la formation de travailleurs professionnels dont la principale qualité sera la stabilité. Cette stabilité est en effet essentielle pour que les exploitants puissent planifier non seulement l'emploi de leur outillage, mais aussi l'allocation de leur main-d'oeuvre.

II

LE MILIEU D'ORIGINE DES TRAVAILLEURS EN FORET

L'état de l'agriculture dans les localités d'où viennent les travailleurs forestiers peut certainement nous donner une idée de la place que l'agriculture tient dans la vie de ces travailleurs. Pour analyser l'état de l'agriculture dans ces milieux, nous nous servirons de deux séries de données : nous considérerons d'abord la répartition des localités d'origine de 1,100 travailleurs d'une compagnie forestière des environs de la ville de Québec, puis nous étudierons la description qu'un certain nombre de ces travailleurs font de leur milieu.

Répartition géographique des travailleurs forestiers

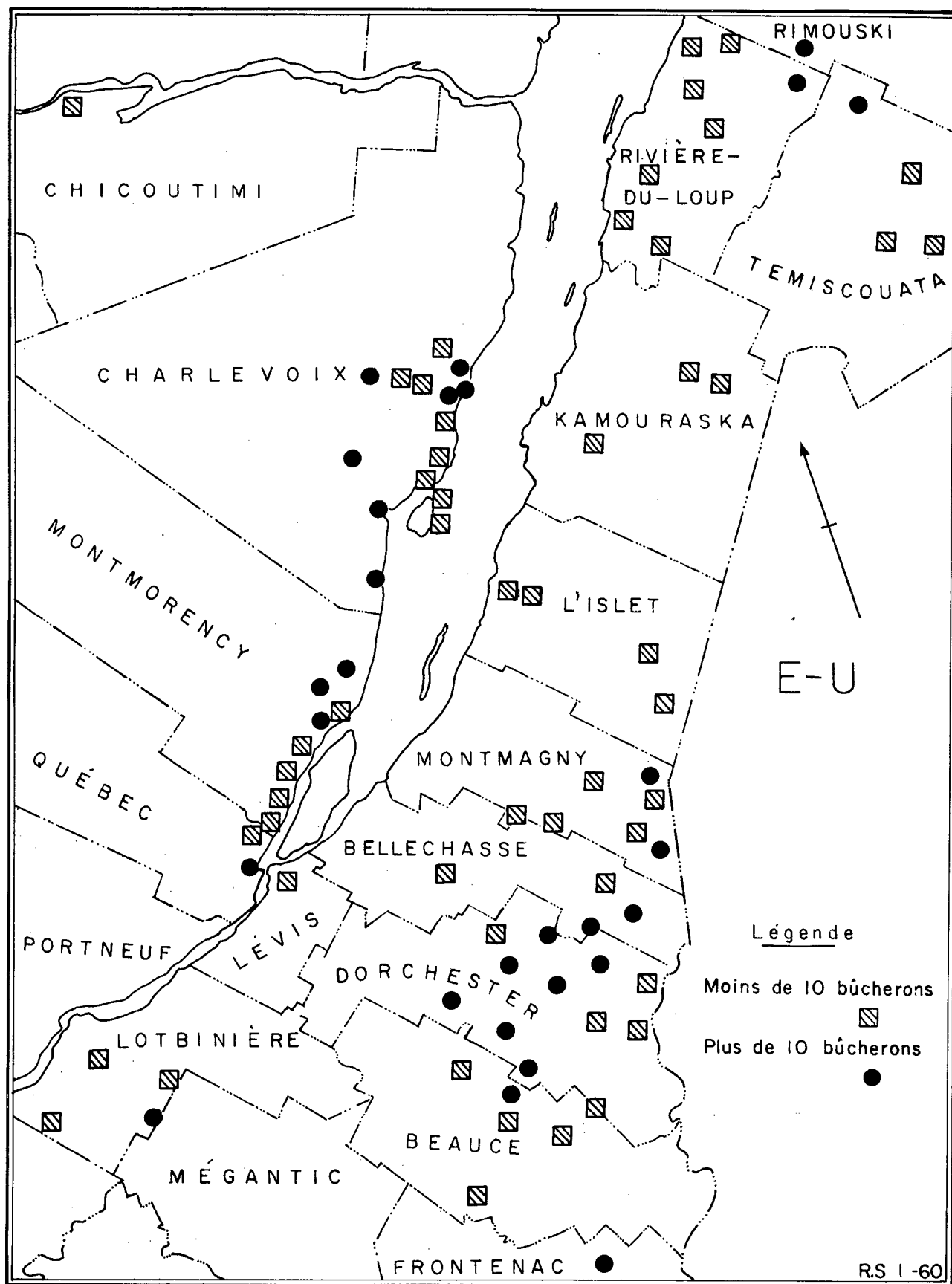
Au cours d'une étude en profondeur menée dans une entreprise forestière située près de la ville de Québec, nous avons pu obtenir l'adresse de quelque 1,200 travailleurs ayant été embauchés par cette compagnie durant une année. Ces données ont été portées sur la carte I.

Cette carte ne nous donne pas nécessairement la répartition géographique de tous les bûcherons de la région couverte. Ne sont représentés sur cette carte que les bûcherons ayant travaillé pour une compagnie particulière. Il est donc possible qu'on retrouve des travailleurs en forêt en des points non indiqués sur la carte.

La carte montre la localisation de tous les travailleurs en forêt et non seulement celle des bûcherons, c'est-à-dire qu'elle illustre aussi bien la répartition des travailleurs forestiers ordinaires que celle des travailleurs salariés, tels que commis, cuisiniers, menuisiers ou responsables de l'entretien. Nous avons pu cependant analyser séparément l'origine de ces deux groupes de travailleurs et nous avons constaté que les salariés venaient de la ville de Québec ou de localités situées entre Québec et Beaupré. Ce n'est que très exceptionnellement que ces localités fournissent un bûcheron ou un charroyeur. Nous avons pu également vérifier que ces salariés habitaient soit la ville elle-même soit les villages. Aucun d'entre eux, à une ou deux exceptions près, n'habitait sur une ferme.

Si on considère les localités situées sur la rive sud du Saint-Laurent, un premier fait nous frappe : les localités situées dans le "bas" des comtés ne fournissent pas de bûcherons. C'est un fait généralement reconnu que dans les localités situées en bordure du fleuve, dans les comtés de Lotbinière, Lévis, Bellechasse, Montmagny et l'Islet, l'agriculture est relativement prospère. Afin de vérifier si effectivement ces communautés prospères ne fournissaient aucun travailleur forestier dans l'industrie en général, il fallait s'assurer que cette absence de travailleurs n'était pas particulière à la compagnie étudiée. A cette fin, nous avons procédé à des entrevues d'agronomes de comtés et à l'étude sommaire de l'une de ces localités.

Les agronomes nous ont affirmé qu'il est très rare que les habitants de ces paroisses s'embauchent comme bûcherons. Selon eux, lorsque le cas se présente, il s'agit surtout de travailleurs habitant le village et non de travailleurs habitant sur des fermes. Il arrivera cependant, ajoutaient-ils, que quelques fermiers iront dans les chantiers simplement pour la période du charriage. Durant le mois de décembre, quelques-uns partent avec leurs chevaux et passent trois ou quatre semaines au charriage du bois. C'est là, ajoutaient-ils, une pratique qui tend à disparaître avec la diminution du nombre de chevaux sur les fermes et la mécanisation de l'agriculture. L'étude du cycle occupationnel d'une trentaine de cultivateurs d'une paroisse prospère confirme ces affirmations des agronomes. Parmi les trente cultivateurs interrogés, seulement deux avaient déjà travaillé en forêt, d'ailleurs au début de leur carrière de cultivateurs. Ces entrevues nous ont aussi révélé qu'il était très mal vu dans la communauté d'aller travailler en forêt. Nos informateurs, presque toujours, se mettaient à rire lorsque nous leur demandions s'ils avaient travaillé en forêt et nous avouaient qu'un homme "doit être bien mal pris pour accepter de faire un tel travail", surtout lorsqu'il s'agit du travail de bûcheron. Ces faits nous portent à croire que l'absence de bûcherons dans les communautés riveraines n'est pas due à une erreur d'échantillonnage mais qu'elle correspond bien à une situation réelle.



CARTE 1. Répartition selon le lieu de résidence des travailleurs d'une entreprise forestière des environs de la ville de Québec.

C'est donc du "haut" des comtés, du moins sur la rive sud, que les bûcherons proviennent. Il est aussi généralement connu que dans les paroisses situées dans le haut de ces comtés, l'agriculture est beaucoup moins prospère que dans les localités sises en bordure du fleuve. De même, dans les comtés de Montmorency et de Charlevoix, l'état de l'agriculture est loin d'être prospère sauf pour quelques localités. Afin de s'assurer de l'état réel de l'agriculture dans ces communautés, les deux auteurs ont visité toutes les localités d'où venaient les bûcherons, dans les comtés de Montmorency, Charlevoix, Dorchester, Bellechasse et dans une partie du comté de Beauce. Durant cette visite, les auteurs ont parcouru tous les rangs des paroisses en notant systématiquement l'état des fermes et des bâtisses et la superficie cultivée. Afin de se donner un point de comparaison, ils ont visité aussi un certain nombre de localités où l'agriculture était prospère.

De cette observation systématique bien que sommaire, il ressortait qu'on pouvait classer ces différentes localités d'où venaient les bûcherons en trois groupes principaux. Il y avait premièrement les paroisses de colonisation où, à proprement parler, l'agriculture n'avait jamais existé. La très grande majorité de ces colons n'avaient pas de grange, pas tout à fait un arpent en culture ni le plus souvent, d'animaux de ferme. Le seul revenu que l'agriculture apportait au colon provenait du jardin de la ferme, lorsqu'il s'en trouvait un, et du lait de l'unique vache. On retrouvait, en outre, dans ces milieux, de vieilles paroisses où l'agriculture était en décadence presque complète : bouts de rang complètement fermés (les maisons avaient été transportées au village), des poulaillers abandonnés, des granges branlantes, absence de troupeaux, etc.. On trouvait bien, dans ces localités, un certain nombre de fermes dont l'aspect extérieur témoignait d'une activité réelle. Cependant, pour la majorité des fermes, l'aspect extérieur dénotait un abandon souvent total. Pour ces paroisses, qui étaient les plus nombreuses parmi celles que nous avons visitées, il semblait très difficile de conclure que l'agriculture constitue l'occupation principale de la plupart des gens. Ces paroisses n'étaient pas seulement les plus nombreuses parmi celles que nous avons visitées mais c'est là qu'on retrouvait les contingents les plus forts de bûcherons. Enfin, un troisième groupe de localités comprenait de vieilles paroisses où l'agriculture semblait encore active bien que beaucoup moins prospère que dans les paroisses riveraines. Dans ces paroisses, il nous semblait juste de croire que, pour la plupart des habitants des rangs, l'agriculture était encore l'occupation principale. Nos données indiquaient cependant que les paroisses du troisième type fournissaient globalement beaucoup moins de travailleurs forestiers que les communautés des deux premiers types, et que c'est surtout des communautés de ce troisième type que venaient les charroyeurs traditionnels, c'est-à-dire les fermiers qui se rendaient en forêt avec leurs chevaux pour une période de trois à quatre semaines. Il restait toutefois qu'on pouvait s'attendre à ce que les bûcherons venant de ce troisième type de communauté eussent encore, comme occupation principale, le travail agricole.

De cette observation des milieux d'origine des travailleurs forestiers, nous pouvions conclure, du moins provisoirement, que pour un certain nombre de travailleurs, l'agriculture constituait encore l'occupation principale mais que, pour la majorité, l'agriculture n'avait jamais été une occupation principale (ou du moins avait cessé de l'être).

Afin de confirmer nos observations, nous avons interviewé quelques agronomes de comté ainsi que quelques curés de paroisses où résidaient un grand nombre de bûcherons. Voici quelques extraits de ces entrevues :

"Le problème le plus aigu dans les paroisses du haut du comté, c'est celui de l'abandon des terres. Dans certaines paroisses, plus de la moitié des terres sont abandonnées. La raison principale de cet abandon c'est que l'agriculture, dans ces milieux, ne peut permettre le standard de vie maintenant désiré par les ruraux... D'ailleurs la situation ne peut aller qu'en empirant. En effet, à mesure que le nombre de terres habitées diminue, les taxes augmentent et il devient de plus en plus difficile d'avoir des profits dans les coopératives... Dans la plupart des fermes encore habitées, on n'emploie pas d'engrais chimique. Cela dénote un abandon presque total de l'agriculture, sinon immédiatement, du moins dans les années très prochaines... Dans 10 ans tout sera pratiquement fini" (Agronome de comté).

"Le travail en forêt est le gagne-pain principal des gens de la paroisse... Ce qui rend difficile la vie des mouvements ou des organisations paroissiales, c'est que les hommes sont absents de six à huit mois par année pour aller travailler dans le bois " (Vicaire d'une paroisse du deuxième type).

"Sur 200 cultivateurs, 20 à peine vivent de leur terre. Les autres doivent travailler la plus grande partie de l'année dans le bois... Le nombre de cultivateurs qui vivent de leur terre diminue de jour en jour. Presque à chaque mois il y a un encan. Un bon cultivateur vient de vendre tous ses animaux et tout son roulant. Il garde le fonds de terre mais ne le cultive plus" (Curé d'une paroisse du 2ème type).

"Pour résumer leur pensée, ils nous disent à plusieurs occasions que ce qui pourrait arriver de mieux dans la paroisse ce serait un reboisement total de toutes les terres. Seules quelques terres peuvent suffire à faire vivre leur homme... A l'heure actuelle la plupart des soi-disant cultivateurs vivent presque exclusivement de la forêt... La paroisse est pratiquement vide de sa population toute l'année. D'octobre à la fin de mars, tous les hommes sont dans le bois. D'avril à juin, ils demeurent dans la paroisse. En juin et en juillet, ils retournent dans le bois du côté américain. Du début d'août à la mi-septembre, ils vont en Ontario faire la cueillette du tabac. En septembre, ils prennent 15 jours de vacances et repartent dans le bois au début d'octobre" (Notaire d'une paroisse du 2ème type).

"Dans ma paroisse, il y a plus d'automobiles que de chevaux et tracteurs de ferme. La moitié des colons n'ont ni chevaux ni tracteurs... Le nombre moyen de vaches par colon est inférieur à deux. Comme les familles sont très nombreuses, ceci suffit à peine à fournir le lait nécessaire à la population. Les pères de famille aussi bien que les jeunes gens vivent avec le bois. Les colons sont venus non pour cultiver mais pour couper du bois sur leur lot" (Curé d'une paroisse de colonisation).

Description par les travailleurs

Cette situation de l'agriculture dans leurs milieux d'origine, les travailleurs la ressentent de façon très aiguë. Ils sont même très conscients de l'influence de cette situation sur leur décision de devenir des travailleurs professionnels. Nos entrevues nous aident, en particulier, à mieux saisir les facteurs qui ont entraîné l'abandon graduel de l'agriculture. Pour mieux comprendre ce processus, nous nous bornerons à l'analyse des vieilles paroisses agricoles. Selon nos informateurs, dans les paroisses de colonisation, l'agriculture et même le désir de cultiver n'ont existé que chez des individus exceptionnels.

Dans les vieilles paroisses (types II et III), l'agriculture est décrite comme ayant toujours été relativement peu prospère. Le sol était pauvre, l'équipement et les troupeaux étaient réduits, les rendements étaient faibles. L'agriculture était surtout une agriculture de subsistance. La ferme permettait d'élever les enfants jusqu'à l'âge de 14-16 ans, âge où ils devaient par eux-mêmes gagner leur subsistance. De plus, très souvent l'agriculture ne permettait même pas cette économie de subsistance. Au revenu de la ferme devait s'ajouter un revenu supplémentaire qui permettait d'améliorer le niveau de vie. Ce revenu auxiliaire servait même, en grande partie, à permettre les investissements essentiels à la survie de la ferme : achat d'animaux et d'instruments aratoires, achat même de grains de semence et d'engrais chimique.

"Par chez nous, ce n'est pas la terre qui fait vivre son homme, c'est l'homme qui fait vivre la terre... Mon père n'aurait jamais eu ce qu'il a, ni sa maison, ni ses instruments, ni ses animaux s'il n'était pas venu travailler dans le bois... Pour arriver avec seulement la terre, il doit arranger son affaire de façon à ne manger que le produit de sa terre et rien d'autre, c'est-à-dire des oeufs, du lard et du lait".

La source de revenu supplémentaire semble avoir été traditionnellement le travail en forêt. Ceci s'explique par plusieurs facteurs. Nous avons déjà signalé la complémentarité des deux activités et l'utilisation possible des outils de ferme en forêt. Il faut ajouter à ces facteurs la proximité de ces paroisses des limites forestières et plus généralement de territoires encore boisés. C'est d'abord en coupant du bois sur son propre lot à bois ou sur celui de son voisin que le cultivateur cherchait à augmenter son revenu. Il s'était initié au métier de bûcheron dans sa propre paroisse ou dans la paroisse voisine. Une fois initié à ce métier, il pouvait l'exercer dans son propre entourage. La forêt faisait donc partie du paysage du cultivateur et c'est tout naturellement qu'il se tournait vers elle.

"J'ai passé mes premiers hivers à travailler un peu chez les colons... Je suis sorti de la petite école vers l'âge de 12 à 13 ans et j'ai fait comme tous les autres garçons de mon âge. Je suis allé travailler près de chez nous dans le bois".

Nos entrevues ne nous permettent pas de préciser ni à quel moment ni pour quelles raisons exactement les cultivateurs ont cessé d'accepter leur pauvreté et la nécessité de "faire vivre leur terre". Cependant, ce qui ressort nettement de ces entrevues, c'est que leur attitude a complètement changé depuis cinq ou dix ans et que, désormais, ils refusent de se "sacrifier (et de sacrifier leur famille) pour la terre". Tous nos informateurs sont unanimes pour affirmer que, dans leurs paroisses, l'agriculture est actuellement de moins en moins rentable et pour constater que leurs concitoyens, comme eux-mêmes, cherchent maintenant leur revenu principal en dehors de la ferme et principalement dans le travail en forêt.

Les raisons signalées pour expliquer la faible rentabilité de l'agriculture sont nombreuses et semblent avoir joué, bien qu'à des degrés divers, dans toutes les paroisses de nos informateurs. Nous n'avons pas entrepris l'étude objective de ces raisons; nous ne pouvons donc pas en déterminer l'importance relative. Nous les exposerons plutôt telles que les bûcherons eux-mêmes les ont perçues.

Un des facteurs le plus souvent mentionné, c'est la pauvreté du sol : terrain trop rocailleux, sol exigeant trop d'engrais. Sur des sols pauvres, les rendements des récoltes de foin ou de grain sont souvent si faibles que le cultivateur doit acheter du foin pour nourrir ses animaux. On attribue les faibles rendements non seulement au sol mais à la rigueur du climat. Le grain, les tomates, les légumes gèlent avant de mûrir. Non seulement la terre ne produit pas les grains nécessaires à l'entretien du bétail, mais il faut même acheter les grains de semence. Des mois d'effort sont complètement perdus sans aucun profit. Le cultivateur qui semble maintenant juger davantage des choses selon un critère d'efficacité se décourage devant une telle situation.

Ce qui semble décourager le plus nos informateurs ce n'est cependant pas cette pauvreté du sol que les nouvelles techniques de culture peuvent compenser en grande partie; c'est plutôt le rétrécissement graduel du marché sur lequel ils peuvent écouler leurs produits et même, dans certains cas, l'absence totale d'un tel marché. Cet état de choses tient à de nombreux facteurs. Signalons d'abord l'éloignement relatif des grands centres qui rend impossibles la production et la vente du lait en nature et des produits de consommation quotidienne. Il faut aussi noter l'absence sur le plan local ou

régional d'organismes servant à orienter la production et à assurer la vente. Privés de guide sur le plan de la planification, les cultivateurs s'en tiennent à leur production traditionnelle : le lait pour la transformation en beurre et l'élevage du porc et du veau. Mais, d'une part, les prix et la demande de ces denrées ont baissé considérablement depuis quelques années et, d'autre part, les coûts de production ont augmenté (moulées, engrais, machinerie, etc.). Il n'échappait pas à certains de nos informateurs qu'un accroissement de la production eût pu compenser la hausse des coûts de production; mais l'accroissement nécessaire eût exigé des investissements qu'il leur était impossible d'envisager. Ils craignaient par ailleurs les effets de la trop grande instabilité des prix. En fait, ils semblaient convaincus qu'il leur est impossible d'adapter leur production aux fluctuations des prix.

"Vous entendez dire à la radio ou dans les journaux, que le prix du porc vient de monter de 30 cents. A ce prix-là, ça vaut la peine d'en élever. Vous décidez de tenter votre chance encore une fois. Vous achetez deux, trois, quatre truies porteuses et vous engraissez les petits. Quand vous avez fini de les engraisser, le prix a baissé; le commerçant ou la coopérative vous offre 20 cents. A ce prix-là, vous avez travaillé pour rien et vous avez même perdu de l'argent. L'année d'après, vous vendez les truies et ne travaillez pas comme un esclave pour perdre encore de l'argent. (Comment expliquez-vous cela ?) Je ne le sais pas, c'est parce que ça prend trop de temps à produire. On arrive en retard".

Pour nos informateurs, il semble y avoir, dans la fluctuation des prix, quelque chose d'aussi mystérieux et d'aussi incontrôlable que dans les variations du climat.

A cette absence de marchés pour les produits s'ajoute une très grande difficulté de trouver les capitaux nécessaires à l'amélioration de la ferme. En effet, pour être rentable, la ferme exigerait une forte production réalisée avec des techniques dont la productivité est supérieure à celle des techniques traditionnelles. Mais cette production exige une plus grande surface cultivée (consolidation), des troupeaux de meilleure qualité, une mécanisation plus poussée, l'emploi d'engrais chimique, l'agrandissement des bâtiments, etc. Tout cela exige des investissements importants que le cultivateur des paroisses décrites ne saurait considérer. Les sommes nécessaires sont ordinairement de beaucoup supérieures aux montants accordés par les organismes de crédit. Pour se procurer les sommes nécessaires, le fermier doit devenir bûcheron professionnel, mais alors, c'est très rare qu'il retourne à la ferme.

En même temps que les profits de la ferme diminuaient, les exigences de la famille du cultivateur augmentaient, de même que le coût de la vie.

La famille n'est plus satisfaite de "survivre" mais elle veut désormais "bien vivre". L'épouse trouve normal d'avoir elle aussi un réfrigérateur et une lessiveuse électrique. Les enfants veulent être mieux habillés et mieux nourris. Le cultivateur lui-même souhaite une plus grande aisance. Comme l'agriculture ne lui permet pas de satisfaire ces divers besoins, il doit passer de plus en plus de temps dans des occupations non-agricoles, ordinairement dans des occupations forestières. Négligeant davantage sa ferme, il en tirera des profits moindres; d'où nécessité de travailler encore plus longtemps à l'extérieur. Il se trouve ainsi engagé dans un processus qui l'amènera tôt ou tard à abandonner totalement l'agriculture.

Il semble donc que ce soit surtout pour des raisons économiques que les cultivateurs ont abandonné l'agriculture pour devenir des travailleurs forestiers professionnels. Lorsqu'on leur demande pourquoi ils ont choisi le travail en forêt plutôt qu'une autre occupation, deux raisons principales sont apportées. D'une part, ils soulignent l'absence d'emplois disponibles dans leurs paroisses d'origine. A l'exception du garage, de quelques magasins ou restaurants, les sources d'emploi sont plutôt rares: un moulin à scie qui emploie cinq ou six hommes pendant 3 mois; la construction d'un bout de route; le transport du bois. Ce sont surtout les très jeunes ou les plus vieux (40 ans et plus) qui acceptent ces emplois de journaliers. Nos informateurs, d'autre part, insistent sur le fait qu'ils ne savent pas faire autre chose. La plupart d'entre eux, bien que préférant une occupation en ville, ne croyaient pas avoir la préparation nécessaire pour obtenir un emploi assez rémunérateur à la ville. Ils n'ont pas suffisamment d'instruction: la plupart ont quitté l'école à douze ou treize ans. Ils n'ont pas de métier, sauf celui de bûcheron qu'ils ont appris sur la ferme familiale.

"Quand on a pas d'instruction (voyez-vous nos parents étaient trop pauvres) il faut bien se jeter quelque part. C'est pour ça que vous voyez tant de jeunes puis tant de personnes mariées comme moi dans le bois aujourd'hui. Il fallait bien manger après tout. Il fallait ramasser ce qu'on pouvait d'ouvrage".

Comme occupation secondaire, le travail forestier était considéré comme normal et acceptable par le cultivateur, mais pour l'ex-cultivateur, le travail exclusif en forêt est plutôt considéré comme un pis-aller, comme une solution temporaire acceptée seulement par nécessité.

III

L'HISTOIRE OCCUPATIONNELLE DU BUCHERON
ET DE SA FAMILLE

Nos observations dans le milieu d'origine des bûcherons et la description qu'ils font eux-mêmes de ce milieu nous permettent de conclure à une diminution de l'agriculture, à la professionnalisation du travail en forêt et, par suite, à une dissociation de plus en plus marquée entre l'agriculture et la forêt. L'examen de l'histoire occupationnelle du bûcheron, de celle de ses frères et de son père, confirme les conclusions précédentes. Les données de cette analyse sont tirées de 46 entrevues de bûcherons.

Le père

Le tableau 2 présente la distribution par occupation des pères de nos informateurs à deux époques différentes : 1) au moment où l'informateur a travaillé pour la première fois en forêt et 2) au moment de nos entrevues (fin 1956). La première date est variable selon l'âge actuel des informateurs et l'âge de leur premier emploi en forêt. Cependant, comme la grande majorité des bûcherons ont eu leur première expérience de la forêt entre 15 et 16 ans et que la moyenne d'âge de nos informateurs est de 30 ans, cette première date se situe généralement au cours de la période 1940-45.

TABLEAU 2

OCCUPATIONS DES PERES DE 46 BUCHERONS A DEUX EPOQUES:
1940-45 et 1956.

OCCUPATION	1940-45	1956
Cultivateurs exclusivement	11	4
Cultivateurs-bûcherons	24	15
Journaliers	9	14
Décédés	-	13

De ce tableau, il apparaît que la majorité des bûcherons actuels sont fils de cultivateurs comme le supposait la définition traditionnelle des exploitants forestiers. Trente-cinq des 46 pères étaient des cultivateurs au moment du premier séjour en forêt des bûcherons actuels. La description par les informateurs de leurs paroisses d'origine correspond bien à la réalité puisque sur ces trente-cinq cultivateurs, seulement onze pouvaient vivre exclusivement de leur terre. Les vingt-quatre autres cultivateurs devaient aller chercher en forêt un revenu supplémentaire qui déjà, selon les informateurs, était aussi important sinon plus important que le revenu provenant de la ferme. Il ressort clairement, par ailleurs, de nos entrevues que, même dans le cas des onze cultivateurs "prospères", la terre ne permettait de faire vivre ou d'établir les garçons. Même dans ce cas, la ferme assurait les besoins des parents et des plus jeunes enfants, mais le père ne pouvait employer au travail agricole les plus vieux de ses garçons. Ceux-ci devaient très tôt gagner leur vie par leurs propres moyens. Les neuf autres pères étaient des journaliers dont la plupart gagnaient leur revenu principal par le travail en forêt.

L'abandon de l'agriculture dont nous avons parlé plus haut ne semble pas être seulement le fait de la jeune génération. En effet, même si tous les pères décédés avaient été des cultivateurs, au moins trois cultivateurs auraient abandonné l'agriculture. Cependant le point le plus important à noter ici est que c'est le nombre de cultivateurs exclusifs qui a proportionnellement le plus diminué entre 1940-45 et 1956. Il ne reste plus que quatre pères qui peuvent vivre du seul produit de la terre. Comme les entrevues l'indiquent, certains cultivateurs qui en 1940-45 n'avaient pas besoin de revenus extérieurs devaient, en 1956, se tourner eux aussi vers la forêt. Un autre fait important, c'est le sort des 11 fermes dont le propriétaire est décédé (11 des 13 pères décédés). Dans seulement trois de ces cas, un des garçons a gardé la terre et a continué à la cultiver. Dans les huit autres cas, aucun des garçons (l'informateur y compris) n'a voulu garder la terre. Les terres ont été vendues le plus souvent à des commerçants qui ont fini d'y abattre tous les arbres et de les dévaster. Enfin, il faut noter l'augmentation du nombre de journaliers-bûcherons.

Le bûcheron est donc fils de fermier mais d'un fermier que la pauvreté poussait vers la forêt, qui se tourne lui-même de plus en plus vers la forêt et abandonne graduellement l'agriculture.

Les bûcherons

Si on compare les informateurs avec leur père, on trouve que seulement un très petit nombre d'entre eux exercent encore à la fois le travail en forêt et le travail agricole. Un seul de nos informateurs a une ferme relativement bien équipée et prospère. C'est par exception qu'il est venu en forêt afin

de gagner l'argent nécessaire à l'achat d'un instrument aratoire utile mais non indispensable. Trois autres bûcherons ont des terres qu'ils cultivent encore ou plus exactement, qu'ils font cultiver par leur femme. Ils s'occupent seulement des gros travaux (labours, foin, récolte) et passent la plus grande partie de l'année en forêt, laissant à leur femme la charge presque totale de la ferme. Six bûcherons non mariés résident encore à la ferme de leur père. Dans tous ces cas, la ferme est encore cultivée, mais seulement trois des six informateurs participent aux travaux de ferme. Les trois autres n'aident aucunement leur père sur la ferme. Les trente-six autres informateurs se répartissent comme suit : 1) Cinq vivent sur une ferme qu'ils ne cultivent plus. Ils ont vendu tous les animaux, sauf peut-être une vache; le plus souvent, ils ne coupent même plus leur foin. 2) Cinq ont des lots à bois (paroisses de colonisation) ou des fermes qu'ils ne cultivent plus et qu'ils n'habitent plus. Ils ont emménagé au village et tirent tout leur revenu de la forêt. Ils conservent cependant leur ferme comme terre à bois, c'est-à-dire comme source de revenu pour le moment où ils ne pourront plus aller en forêt. 3) Sept ont déjà possédé des fermes où ils habitaient, mais ils les ont vendues récemment et habitent maintenant au village. 4) Dix-neuf n'ont jamais possédé de ferme et n'ont jamais résidé sur une ferme depuis qu'ils travaillent de façon continue en forêt. On aura encore une meilleure idée de l'évolution en examinant les occupations que les bûcherons exercent lorsqu'ils ne sont pas en forêt. C'est alors que le phénomène de professionnalisation apparaîtra clairement.

TABLEAU 3

OCCUPATIONS EN DEHORS DE LA FORET DE 46 BUCHERONS
EN 1950 et en 1956

OCCUPATION	1950	1956
Aucune (bûcheron exclusif)	9	23
Journalier	12	16
Aide-fermier	18	3
Cultivateur et journalier	6	3
Cultivateur	1	1

Comme le tableau 2, le tableau 3 montre une évolution très rapide entre deux périodes. Ici encore la date "1950" est très approximative. Les entrevues nous donnent plutôt des informations sur les occupations dans le passé. Mais comme ce passé remontait très peu souvent à plus de 5 ou 6 ans, nous le situons ordinairement à 1950.

Ce qui est surtout frappant dans ce tableau, c'est qu'alors que dans un passé relativement récent plus de la moitié des informateurs étaient encore engagés jusqu'à un certain degré dans l'agriculture, il n'en reste qu'un sixième au moment de l'entrevue. Le tableau nous montre de plus que ces ex-fermiers ou ces ex-aide-fermiers sont, en très grande majorité, devenus des bûcherons professionnels qui n'ont aucun autre emploi en dehors de la forêt. Il semble donc qu'il y ait une évolution très rapide dans les milieux étudiés, qu'on soit passé en cinq ou dix ans d'une économie de propre emploi (agriculture) à une économie de salariat (bûcheron professionnel).

Les frères

Cette évolution rapide a aussi affecté les frères de nos informateurs. Nous avons des informations valides au sujet de cent-quatre des frères de nos quarante-six informateurs. Bien que la plupart d'entre eux soient, comme les informateurs, fils de cultivateurs ou du moins de cultivateurs-bûcherons, seulement une faible proportion ont adopté l'agriculture comme occupation principale. Le pourcentage de ceux qui vivent encore sur des fermes et qui les cultivent encore, plus ou moins selon le cas, est d'environ 15%. Ce pourcentage semble être demeuré assez constant depuis quelques années mais ici les renseignements sont très peu sûrs. Ce sont ordinairement les plus jeunes des fils de cultivateurs qui aident encore leur père ou qui ont hérité du bien paternel. La majorité d'entre eux ont comme occupation secondaire le travail en forêt.

Environ 40% des frères sont décrits comme des bûcherons professionnels, c'est-à-dire des individus qui pratiquement retirent tout leur revenu de la forêt. Le plus grand nombre, soit 45%, n'ont plus aucun lien ni avec l'agriculture ni avec la forêt. On les retrouve en ville ou dans les villages (journaliers, commerçants, hommes de métiers).

Pour les frères, le plus grand changement dans le temps semble être une diminution du nombre de bûcherons professionnels. Dans le passé (il y a cinq ou six ans), on trouvait 65% des frères engagés dans le travail en forêt et seulement 25% qui n'avaient aucun lien ni avec la forêt ni avec l'agriculture. Selon les informateurs, ceux qui ont laissé la forêt l'ont fait soit parce qu'ils étaient "brûlés" (trop vieux, trop fatigués, malades) soit parce qu'ils avaient trouvé "au bord" (ordinairement en ville) un emploi stable.

Comme l'indiquaient déjà les chiffres de l'offre totale de travailleurs forestiers, il semblerait donc qu'on assiste à un double mouvement. D'une part, le cultivateur délaisse l'agriculture pour trouver dans le travail professionnel en forêt une source de revenu capable de lui assurer un certain niveau de vie. D'autre part, le travailleur professionnel est repoussé de la forêt par des conditions de travail qui ne sont pas faites pour lui (il est rapidement "brûlé") ou est attiré hors de la forêt par du travail plus stable et moins épuisant.

CONCLUSIONS

Sans doute les données dont nous nous sommes servi, soit par leur caractère indirect, soit par la faiblesse de l'échantillonnage, ne nous permettent pas de confirmer de façon définitive nos hypothèses. Il y a tout de même une convergence assez forte dans ces différents faits pour qu'on puisse mettre sérieusement en doute la complémentarité traditionnelle de l'agriculture et de la forêt. Il nous semble donc possible, à partir de ces données, de formuler les trois hypothèses suivantes qui sont déjà en partie vérifiées : 1) Dans les paroisses d'où viennent les bûcherons, l'agriculture perd de plus en plus d'importance comme activité et comme source de revenu (le nombre de travailleurs dont l'occupation principale est l'agriculture diminue rapidement). 2) La grande majorité des travailleurs forestiers tirent leur revenu principal, sinon leur seul revenu, de la forêt (professionalisation). 3) Le cultivateur devenu bûcheron professionnel a les mêmes attitudes que le travailleur industriel, c'est-à-dire qu'il cherche la sécurité à court et à long terme (emploi garanti durant l'année, vie productive longue). S'il ne trouve pas cette sécurité en forêt, il cherchera un autre emploi salarié plus stable.

Dans des articles ultérieurs nous aurons l'occasion de revenir sur l'un ou l'autre de ces problèmes ou sur des problèmes connexes. Notons seulement en conclusion que les changements que nous avons analysés affectent non seulement l'avenir de l'industrie forestière et de ses politiques de production mais encore déterminent le sort des deux-tiers de la population rurale de la province. Si nos hypothèses sont justes, c'est toute l'organisation aussi bien que tout le système de valeurs de notre monde rural qui est en voie de transformation rapide.

Gérald FORTIN

Emile GOSSELIN

Faculté des Sciences sociales,
Université Laval.